

**Allocution de Mme Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie à
l'ouverture de la 39^e session de l'Assemblée générale de l'Association internationale des
Maires francophones (AIMF)**

Mercredi 4 décembre 2019

Monsieur le Premier Ministre du Cambodge,

Madame la Présidente de l'Association internationale des Maires francophones (AIMF),

Monsieur le Gouverneur de Phnom Penh,

Mesdames et Messieurs les Maires,

Monsieur le Secrétaire permanent de l'AIMF,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes accueillis dans cette capitale royale de Phnom Penh avec le sens légendaire de l'hospitalité khmère qui caractérise ce beau pays. Soyez-en vivement remerciés, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Gouverneur, et à travers vous, tous les membres de vos équipes qui ont contribué à la parfaite organisation de cette 39^e Assemblée générale de l'Association internationale des Maires francophones (AIMF).

Le Cambodge, Monsieur le Premier Ministre, occupe une place privilégiée au sein de la Francophonie. Il est un membre éminent et actif du projet francophone depuis ses origines, voilà bientôt cinquante ans.

Le Roi Norodom Sihanouk compte parmi les « Pères fondateurs » de notre organisation et je tiens donc à rendre hommage ici, devant votre Assemblée, à celui qui a permis l'élargissement de la famille francophone aux pays du continent asiatique. Comme beaucoup de pays africains, les pays asiatiques, membres de la Francophonie avaient trouvé dans la langue française un levier extraordinaire pour leur ouverture au monde et leur coopération internationale.

À l'aube du Cinquantenaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), ma visite officielle au Cambodge est donc une double joie. Je formule le vœu que les villes que vous représentez, Mesdames et Messieurs les Maires, vibrent aussi en 2020 aux rythmes, aux sons et aux couleurs de la Francophonie ! J'espère que vous saisissez l'occasion de cet anniversaire pour poser un geste symbolique dans vos villes respectives, par exemple, pour donner le nom de la Francophonie à une place, une rue, un lieu emblématique...

Le partage de la langue française rassemble aujourd'hui, au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, 88 États et gouvernements répartis sur les cinq continents, mais la force de la Francophonie réside également dans les multiples réseaux créés grâce à cette langue, autour d'objectifs communs, sur la base de la solidarité.

Parmi ces réseaux d'élus, d'universitaires, d'acteurs économiques et de la société civile, celui des Maires francophones que vous présidez, chère Anne Hidalgo, revêt une importance particulière par la proximité qu'il entretient avec les populations de nos pays.

C'est donc avec beaucoup d'intérêt et de plaisir que je prends part aujourd'hui, pour la première fois en tant que Secrétaire générale de la Francophonie, à cette Assemblée générale qui est celle des 40 ans de l'AIMF.

Depuis 1979, que de chemin parcouru ! L'acteur essentiel de la Francophonie qu'est l'AIMF a réussi à fédérer, tout au long de ces années, plus de 300 villes ou associations de collectivités locales dans 52 pays, et d'autres frappent à la porte. On m'apprend que vous n'aviez d'ailleurs jamais été si nombreux à une Assemblée générale des Maires francophones !

C'est la preuve que l'AIMF est attractive, que son rôle et son utilité pour le développement de nos pays sont reconnus, que l'on apprécie l'échange d'expériences et d'expertises qu'elle rend possible. Je salue donc l'énergie avec laquelle les responsables et les membres de l'AIMF font vivre la Francophonie des territoires, tout en formulant le vœu que nous renforçons encore nos synergies pour le plus grand bénéfice de nos populations.

Mesdames et Messieurs les Maires,

En tant que Secrétaire générale de (toute) la Francophonie, je souhaite que, tous ensemble, les acteurs de la Charte de la Francophonie que nous sommes, l'OIF, l'Assemblée parlementaire, les Conférences ministérielles, l'AIMF, TV5, l'Agence universitaire de la Francophonie, l'Université Senghor, nous allions progressivement vers des programmes plus complémentaires et des plaidoyers plus concertés.

Dans le cadre du Conseil de coopération, cette instance qui nous réunit à intervalles réguliers, nous sommes convenus de mieux unir nos efforts pour mettre en œuvre nos priorités communes.

La première priorité est de remettre la langue française au cœur de nos missions. La langue française est ce qui nous réunit, dans nos organisations ou nos associations. Ne soyons pas occupés par tant d'autres préoccupations au point d'en oublier les efforts à consentir pour faire rayonner notre langue. Nous devons nous mobiliser, plus que nous ne le faisons aujourd'hui, pour en promouvoir la transmission et pour la repositionner dans les domaines d'avenir.

Nous sommes 300 millions de locuteurs de français dans le monde, un nombre en progression de 10% en quatre ans, et nous pourrions être entre 477 et 747 millions en 2070... Mais pour que les estimations les plus optimistes se vérifient, il faut que l'accès à l'éducation d'une part, et que la qualité de l'enseignement du français et en français, d'autre part, continuent à s'améliorer dans tous nos États membres.

Nous devons donc agir plus efficacement, ensemble, dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle, des domaines où les villes sont souvent compétentes, en particulier pour les infrastructures et les équipements. Nos actions doivent changer d'échelle. Nous en parlerons au prochain conseil de coopération.

Ainsi, je voudrais, comme nous en avons discuté avec le Premier Ministre, que le Cambodge soit le centre du rayonnement de notre langue dans cette région.

La langue française peut et doit également mieux se positionner dans l'univers du numérique et de l'innovation. Les contenus en français doivent être plus présents, plus nombreux sur la toile, en particulier dans le domaine du savoir et de l'information. Il est donc urgent que nos pays améliorent leur accès à Internet, qu'ils participent pleinement à la grande transformation numérique, une vraie révolution dans notre manière de produire et de consommer, qui façonne l'avenir, que ce soit dans le service public, l'apprentissage, la création, les modes de vie, et dans tant d'autres domaines. Beaucoup de populations de notre monde francophone restent malheureusement à l'écart de cette révolution.

Il faut également contrer les effets pervers de ce profond changement. En tant que Maires, vous avez aussi une responsabilité sur cette question de l'accès à Internet et à la transformation numérique, qui sera au centre du prochain Sommet des Chefs d'État et de gouvernement qu'accueillera Tunis en 2020.

Sur cette question comme sur celle de l'éducation, c'est d'abord la jeunesse et son avenir qui sont en jeu. Nous devons mieux agir, ensemble, en faveur de la jeunesse qui représente près de 70% de la population de beaucoup de nos pays membres, surtout ceux du Sud.

Les jeunes ont grand besoin de formation, de connectivité, d'accompagnement et d'encouragement, et les responsables locaux comme vous peuvent créer les conditions de ce soutien.

Je me félicite à cet égard de la coopération de l'AIMF avec le réseau pour l'aménagement urbain de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) dans la réalisation d'un Cours en ligne ouvert massivement (CLOM), ainsi que du partage d'expertise de l'Université Senghor à Alexandrie, dans le cadre du partenariat avec la Fondation Gates « pour la Santé et la Salubrité en Ville ».

C'est en intervenant de manière complémentaire dans les domaines stratégiques que nous aurons un plus grand impact.

Notre autre grande priorité doit être de renforcer la dimension politique de notre communauté francophone. Dans cet objectif, nous devons arriver à mieux nous connaître, à parler d'une seule voix à l'extérieur et à renforcer les solidarités entre nous. La solidarité, valeur fondatrice de notre Organisation, signifie exprimer, dans le respect, des points de vue divergents, prendre le temps de comprendre les contextes des uns et des autres pour mieux partager, pour les accompagner, et pour leur prodiguer des conseils afin de dégager et d'affirmer une voix politique forte.

Notre capacité à parler d'une seule voix sur la scène internationale est attendue. Car la Francophonie est un « laboratoire du monde ». Elle rassemble le Nord et le Sud, l'Occident et l'Orient. Elle fait cohabiter plusieurs religions et une diversité incroyable de cultures. Ce qu'elle est en mesure de dire sur les enjeux globaux, en prenant des positions concertées, peut avoir une grande force. Si elle arrive à dégager en son sein des positions communes sur des sujets essentiels pour l'avenir de nos sociétés, c'est que le monde peut aussi arriver à de tels consensus. Dans la crise de l'ordre multilatéral que nous traversons, nous avons la

capacité de montrer que des accords à l'échelle globale sont possibles, malgré les clivages, les oppositions, les divergences d'intérêts. Telle est notre responsabilité.

L'affirmation de notre identité politique passe aussi, je le disais, par un renforcement de nos solidarités. Cette solidarité doit s'exprimer en premier lieu face aux crises que nos pays peuvent traverser. L'OIF, mais aussi le réseau de villes francophones que vous représentez, doivent faire plus pour prévenir et résoudre les conflits, accompagner les processus électoraux, renforcer les acteurs de l'État de droit. Sur ces sujets aussi nous devons davantage travailler ensemble. Davantage échanger sur les solutions, les réponses. Davantage mutualiser nos moyens. Nos efforts.

Les villes du monde francophone peuvent participer à cette Francophonie politique, chaque fois qu'elles s'expriment ensemble sur les grandes questions de notre temps. Je vous lance un appel à vous engager dans cette direction. Sur le climat et l'environnement. Sur les questions de gouvernance. Sur la santé. Sur la culture et l'éducation. Sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Sur les questions d'état civil. Sur tous les sujets autour desquels des convergences sont non seulement possibles, mais aussi nécessaires. Il y va de notre visibilité et de notre crédibilité.

Mesdames et Messieurs les Maires,

Votre statut, comme votre stature, ont bien évolué en 40 ans. Alors qu'au moment de la création de l'AIMF, vous étiez en majorité nommés par les États, vous êtes désormais, dans votre quasi-totalité, élus par vos concitoyens. Vous disposez donc d'une légitimité plus grande et, partant, d'une capacité élargie pour construire des politiques de la ville adaptées aux besoins des populations.

Je sais, à cet égard, que le partage d'expériences lors de la Conférence d'hier sur « La ville résiliente » a été très riche. Vous y avez échangé sur la reconstruction des villes après de terribles événements comme les génocides qu'ont connus Phnom Penh, ou Kigali, la capitale de mon pays, et quelques autres villes de l'espace francophone (je pense à Erevan en Arménie), ou encore, les séismes tel celui qui a ravagé Port-au-Prince en Haïti et récemment, plusieurs villes d'Albanie. Vous y avez partagé aussi des expériences de résilience aux changements climatiques.

Construire des villes durables grâce à une gouvernance efficace, inclusive et ouverte, c'est là le projet de société qu'ont intérêt à continuer à porter collectivement les Maires francophones pour les décennies à venir.

Soyez assurés de mon appui inconditionnel à ce vaste projet.

Je vous remercie.